

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1896-1897.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1897.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1897.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 2015. | <p>Par pétition datée de Bruxelles,
Des sous-percepteurs des postes sollicitent une amélioration de position.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 2. | 2016. | <p>Par pétition datée de Charleroi, le 27 décembre 1896,
Le sieur Dolne, à Charleroi, présente des observations contre la suppression du colportage, et il prie la Chambre de voter une loi sur le colportage dans le sens qu'il préconise.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i></p> |
| 3. | 2018. | <p>Par pétition datée de Teralphene, le 2 janvier 1897,
La dame Schoonjans, veuve Dierickx, à Teralphene, expose les conditions dans lesquelles ses trois fils ont été appelés sous les drapeaux, et sollicite l'intervention de la Chambre pour que le troisième d'entre eux lui soit renvoyé.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad intérim.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
4.	2019.

Par pétition datée de Lebbeke,

Des conseillers communaux de Lebbeke appuient une pétition du Collège des bourgmestre et échevins de Baerdegem, relative à l'établissement, sur le territoire de leur commune, d'une halte sur la ligne du chemin de fer Anvers à Douai.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

5. 2020.

Par pétition datée de Tirlemont, le 24 décembre 1896,

Le collège des bourgmestre et échevins de Tirlemont transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de la revision des dispositions de la loi du 7 mai 1877 relatives au curage des cours d'eau non navigables ni flottables.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

6. 2021.

Par pétition datée de Laeken, le 24 décembre 1896,

La dame De Swart, à Laeken, sollicite l'intervention de la Chambre pour que la demande en obtention du divorce que la pétitionnaire a introduite auprès du Ministre de la Justice soit examinée le plus tôt possible.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

7. 2022.

Par pétition datée d'Anderlecht, le 9 janvier 1897,

Le sieur D'hyedt, ancien chef de dépôt au chemin de fer de l'État, à Anderlecht, se plaint du retard qui a été apporté à la liquidation de sa pension et présente des observations contre la retenue qu'on lui fait subir sur celle-ci.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

8. 2023.

Par pétition datée de Saint-Antoine-Brecht, le 15 juillet 1896,

Des électeurs de Saint-Antoine-Brecht exposent la situation particulière et difficile dans laquelle se trouvent les électeurs de ce hameau pour l'exercice de leur

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

droit de vote et ils demandent, qu'à l'avenir, un bureau de vote soit établi dans leur localité.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

9. 2027. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 janvier 1897,
2042. Le sieur Regnier, président du Conseil de prud-
2056. hommes de Bruxelles, transmet un vœu émis par le
dit Conseil tendant à voir créer, par le Gouvernement,
un insigne que les conseillers prud'hommes seraient
autorisés à porter dans l'exercice de leurs fonctions.
Même demande du sieur Paul Balot, président du
Conseil des prud'hommes de Dour; des Conseils de
prud'hommes de Gand, Mouscron et Pâturages.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

10. 2029. Par pétition datée de Borgerhout, le 29 décem-
2051. bre 1896,
2057. Le collège des bourgmestre et échevins de Borger-
2064. hout transmet un vœu émis par le conseil communal
de cette localité, tendant à voir créer une caisse cen-
trale de retraite, sous la garantie de l'État, en faveur
des employés des communes et des administrations qui
en dépendent.
Même vœu émis par les conseils communaux de
Bouillon, Dour, Gosselies, Grammont, La Louvière,
Lessines, Marcinelle, Mouscron, Ninove, Ruysselede,
Saint-Hubert, Hasselt, Jupille et Ucele.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

11. 2031. Par pétition datée d'Audenarde,
2055. Des instituteurs du canton d'Audenarde proposent
2066. des modifications à la loi organique de l'enseignement
primaire et émettent plusieurs vœux relatifs à la pension
des membres du personnel de l'enseignement primaire.
Même pétition d'instituteurs des cantons de Bouillon,
Fléron, Hal, Tongres, Malines, Gembloux et Ciney.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

12.

2052.

Par pétition datée d'Anvers,

2045.

2065.

Des instituteurs du canton d'Anvers proposent des modifications à certaines dispositions des lois et des règlements relatifs aux pensions des professeurs et instituteurs communaux, ainsi que de leurs veuves et orphelins.

Même pétition d'instituteurs communaux de Gheluveld et d'instituteurs des cantons de Gand et d'Eeckeren.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

13.

2053.

Par pétition datée de Moorsel, le 11 janvier 1897,

Le conseil communal de Moorsel sollicite l'intervention de la Chambre pour que la station de Baerdegem soit maintenue à sa place actuelle et, dans le cas où elle serait transférée à un autre endroit, il demande qu'une halte reste établie à Baerdegem.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

14.

2034.

Par pétition datée d'Eecloo,

Le sieur De Rieck, à Eecloo, propose des mesures tendant à améliorer la position des employés communaux.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

15.

2055.

Par pétition datée d'Alost,

Des habitants d'Alost prient la Chambre de voter une loi accordant aux ouvriers des villes et des campagnes, âgés de soixante ans, une pension de 0.75 centimes par jour; ils demandent également que les élections se fassent au mois d'avril ou de novembre au lieu du mois de juillet.

Même pétition d'habitants de Aygem, Erpe et Meldert.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique ainsi qu'à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du
registre des
pétitions. | |
|------------------------------|---|---|
| 16. | 2040. | <p>Par pétition datée de Rouvoy (France), le 4 janvier 1897,</p> <p>Le sieur Culquin, à Rouvoy (Pas-de-Calais), sollicite une indemnité du chef d'un accident dont il aurait été victime sur un chemin de fer belge.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 17. | 2041. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 19 janvier 1897,</p> <p>Des employés de l'Institut cartographique militaire, à Bruxelles, sollicitent l'intervention de la Chambre pour que leur position soit rendue stable et régulière.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.</i></p> |
| 18. | 2048.
2071. | <p>Par pétition datée de Mons, le 20 janvier 1897,</p> <p>Les géomètres du cadastre de la province de Hainaut proposent des mesures tendant à améliorer leur position.</p> <p>Même pétition des géomètres du cadastre de la province de Luxembourg.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 19. | 2049. | <p>Par pétition datée de Hermalle-sous-Argenteau, le 20 janvier 1897,</p> <p>Le sieur Meureau, ancien instituteur à Argenteau, demande qu'une enquête soit faite au sujet d'une diminution de traitement que l'administration communale d'Argenteau lui aurait fait subir sans avoir soumis cette mesure aux délibérations du conseil communal.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 20. | 2050. | <p>Par pétition datée de Deurne lez-Anvers, le 9 janvier 1897,</p> <p>Des habitants de la partie Sud de la commune de Deurne lez-Anvers, demandent que les hameaux d'Exterlaar, Trois-Rois, Silsburg, Boterlaar et Waesdonck et la paroisse Saint-Roch soient disjoints de la</p> |

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
-----------------------------	--

commune de Deurne et érigés en commune distincte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

21. 2054. Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 21 janvier 1897,
Le sieur Vande Laer, à Saint-Nicolas, propose des modifications aux dispositions légales réglementant la nomination des jurés aux cours d'assises.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

22. 2058. Par pétition datée de Liège, le 21 janvier 1897,
Des habitants de Liège prient la Chambre de reviser la loi qui fixe à douze cents francs le maximum de rentes viagères qu'on peut se créer à la Caisse de retraite sous la garantie de l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

23. 2061. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 20 janvier 1897,
La dame Moens, à Saint-Josse-ten-Noode, expose que son père, ancien ouvrier au chemin de fer de l'État, est mort en laissant trois enfants dans le besoin; elle sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'un secours leur soit accordé.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

24. 2069. Par pétition datée d'Hingene, le 26 janvier 1897,
Des habitants de Hingene prient la Chambre de voter une loi abrogeant la conscription militaire et établissant le volontariat.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.

25. 2073. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 janvier 1897,
La dame De Vos, à Bruxelles, sollicite un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

